



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Protection des Populations**

**Direction Départementale
des Territoires et de la Mer**

**Service Eau, Nature et Biodiversité
Gestion des procédures environnementales**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ DE PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

GAEC LE BOULCH «Cléherne » à INGUINIEL

Le préfet du Morbihan
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V et la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 7 mai 2025 nommant monsieur Michaël GALY, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous les rubriques 2101-1, 2101-2 ; 2101-3, 2102 et 2111 ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne sur la période 2022-2027 ;

Vu l'arrêté du 24 mai 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu le récépissé de déclaration du 17 août 1993 délivré au gérant du GAEC LE BOULCH domicilié au lieu-dit « Cléherne » 56240 Inguiniel pour l'exploitation à cette adresse d'un élevage de 52 vaches laitières ;

Vu la preuve de dépôt de déclaration modificative d'une installation classées délivrée le 12 janvier 2022 au GAEC LE BOULCH dont le siège social se situe au lieu-dit «Cléherne » 56240 Inguiniel pour exploiter à cette adresse un élevage de bovins comportant 115 vaches laitières ;

Vu la demande déposée le 6 mai 2024 par le GAEC LE BOULCH, dont le siège social est situé au lieu-dit « Cléherne », en vue d'obtenir une dérogation de distance, pour la réalisation à cette adresse, d'une annexe d'élevage (fumière) sur l'exploitation du GAEC LE BOULCH à moins de 35 mètres d'un forage ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 22 mai 2025 ;

Vu l'absence d'observation émise par l'exploitant du GAEC LE BOULCH sur le projet d'arrêté de prescriptions spéciales qui lui a été notifié le 9 juillet 2025 ;

Considérant qu'il y a lieu en application de l'article R 512-52 du code susvisé de modifier certaines dispositions générales applicables aux établissements soumis à déclaration ;

Considérant l'absence de passage des bovins près du forage ;

Considérant que le forage est implanté plus haut que le chemin, évitant ainsi que les eaux de ruissellement allant au fossé ne viennent vers le forage ;

Considérant que la fumière est couverte et la dalle de fond est étanche ;

Considérant que l'ouvrage et ses abords sont régulièrement entretenus ;

Considérant que le forage qui n'est pas à distance réglementaire par rapport à la stabulation des vaches laitières et au poulailler, peut continuer à fonctionner en raison de l'antériorité ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par les prescriptions générales et le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} :

Indépendamment des prescriptions générales applicables aux élevages soumis à déclaration, fixées par l'arrêté préfectoral susvisé, les prescriptions spéciales du présent arrêté sont applicables au GAEC LE BOULCH dont le siège social est situé au lieu-dit «Cléherne » 56240 Inguiniet pour l'exploitation d'un élevage de bovins comportant 115 vaches laitières relevant de la rubrique 2101-2 de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 2 :

Par dérogation aux prescriptions générales réglementant les établissements d'élevage soumis à déclaration, les bâtiments ou annexes visés dans le tableau ci-dessous peuvent fonctionner en dérogation aux règles de distance d'implantation par rapport au forage.

| Site | Bâtiment | Forage | Distance réelle en mètre par rapport au forage |
|-----------------------------|-----------------|---------------|---|
| Cléherne 56240 Inguiniet | Fumière | 1 | 32 |

L'exploitant met en œuvre toutes les dispositions techniques des prescriptions générales applicables aux élevages soumis à déclaration, afin que son élevage ne crée pas de nuisances pour l'environnement.

Une analyse d'eau brute du forage doit être réalisée annuellement et les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées de la DDPP. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : nitrate et bactériologie (E.Coli et Entérocoques).

ARTICLE 3 :

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes situé 3 contour de la Motte, 35044 Rennes ou via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

En application de l'article 77-15-1 du code de la justice administrative, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le **certificat** de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'est pas exploitée pendant trois années consécutives sauf en cas de force majeure.

ARTICLE 5 :

En application de l'article R.512-49 du code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté est adressée au maire d'Inguiniel pour information ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan pour une durée minimale de trois ans.

ARTICLE 6 :

Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé du dossier déposé de l'établissement seront remis au pétitionnaire qui devra toujours les avoir en sa possession, et les présenter à toute réquisition.

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan et le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan (Inspection des installations classées), sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes le, 30 JUIL. 2025

Le préfet

Pour le Préfet, par délégation,
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire d'Inguiniel
- M. le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan
- GAEC LE BOULCH Cléherne 56240 Inguiniel